

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 23 mars 2022**  
(Convocation du 15 mars 2022)

Aujourd'hui, le 23 mars 2022 à 16h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	7
• Voix	7
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	7
• Voix	7
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



**OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Mieux reconstruire après inondation "MIRAPI" - Convention établie avec l'Etat pour la réalisation par l'EPTB des diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation**

### **Exposé des motifs :**

Dans le cadre du dispositif expérimental MIRAPI, l'EPTB, en sus des missions d'animation, est chargé par l'Etat de la maîtrise d'ouvrage de la prestation de diagnostics de réduction de vulnérabilité des biens.

Il y a donc lieu d'établir les conditions de financement par l'Etat de cette mission dans une convention dédiée. Dans le cadre de cette expérimentation, l'Etat intervient financièrement à hauteur de 80% du coût de réalisation des diagnostics.

Les termes de la convention proposée fixent les modalités afférentes à ce financement : durée, périmètre et objectifs du projet, engagements et attendus des parties, montant et plan de financement prévisionnels, modalités de versement des financements, ...

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu les arrêtés ministériels en date du 27 septembre 2021 et du 21 décembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu la convention d'animation pour la mise en œuvre du dispositif MIRAPI établie le 30 novembre 2021 entre l'État, le Département et l'EPTB,

Considérant le courrier en date du 21 septembre 2021 par lequel la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération,

Considérant les statuts en vigueur de l'EPTB tels qu'approuvés par arrêté préfectoral en date du 16 février 2022, et notamment l'article 10.2,

### **LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### **DECIDE**

#### **Article 1**

- d'approuver les termes de la convention à intervenir avec l'Etat pour la réalisation par l'EPTB de diagnostics de réduction de vulnérabilité des habitations dans le cadre de l'expérimentation MIRAPI,
- d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à son exécution.

#### **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération



Fait et délibéré le 23 mars 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## CONVENTION

Diagnosics de réduction de vulnérabilité de biens à usages d'habitation

Dispositif expérimental  
« Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)



**Entre :**

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° 2022\_B\_20 en date du 23 mars 2022,

ci-après dénommée : l'EPTB

**Et :**

L'État, représenté par Madame Françoise Tahéri, préfet des Landes, préfet pilote de la démarche,

ci-après dénommé : l'État

projet





## Préambule

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, sur le fondement de l'article 37-1 de la Constitution. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'image de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (programme d'actions de prévention des inondations).

Le retour d'expérience des PAPI, à l'échelle nationale, a montré dans bien des cas que, malgré les financements incitatifs à la réalisation des travaux (80% d'aide publique), ceux-ci ne sont que trop peu souvent réalisés.

La mesure est financée tant en investissement qu'en ingénierie par le fonds de prévention des risques naturels majeurs à hauteur minimale de 80%.

En sus des vallées de la Roya, la Tinée et la Vésubie dans les Alpes-Maritimes, et sur proposition de la DDTM des Landes, le département des Landes vient d'être désigné comme territoire test pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des 59 communes landaises listées dans les arrêtés ministériels du 27 septembre 2021 et du 21 décembre 2021.

Par convention entre l'État, l'EPTB et le Département des Landes en date du 30 novembre 2021, l'animation de ce dispositif MIRAPI a été confiée à l'EPTB.

Le présent dispositif prévoit deux phases successives que sont la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité des biens à usages d'habitations par l'EPTB, puis la réalisation des travaux issus des diagnostics par les gestionnaires et/ou propriétaires de ces biens.

L'objet de la présente convention est donc de préciser le cadre de la participation financière de l'État à l'EPTB pour la réalisation des diagnostics de réduction de vulnérabilité sur le périmètre des communes landaises éligibles au dispositif MIRAPI.





Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu les arrêtés ministériels en date du 27 septembre 2021 et du 21 décembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu la convention d'animation pour la mise en œuvre du dispositif MIRAPI établie le 30 novembre 2021 entre l'État, le Département et l'EPTB,

Vu la délibération n° 2022\_B\_20 en date du 23 mars 2022 de l'EPTB approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu l'engagement juridique n° 2103617019 en date du 24 mars 2022 relatif au financement des diagnostics de réduction de la vulnérabilité des biens au titre de la démarche d'expérimentation « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)

Considérant le courrier en date du 21 septembre 2021 par lequel le Préfet des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération,

Considérant les statuts en vigueur de l'EPTB tels qu'approuvés par arrêté préfectoral en date du 16 février 2022, et notamment l'article 10.2,

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

### Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat financier entre les parties pour la réalisation des diagnostics de réduction de vulnérabilité de la démarche d'expérimentation « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI) réalisés par l'EPTB.

### Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

Le partenariat est établi pour une durée initiale totale de 24 mois à compter de la signature de la présente convention. Toutefois, pour intégrer le dispositif financier prévu dans le cadre de cette convention les diagnostics de réduction de vulnérabilité devront être achevés au plus tard le 30 septembre 2023.

### Article 3. Périmètre géographique du projet

Le projet est applicable sur le territoire des communes des Landes listées dans les arrêtés du 27 septembre 2021 et du 21 décembre 2021 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » :

Aire-sur-l'Adour, Aureilhan, Aurice, Azur, Bas-Mauco, Bégaar, Bélus, Bostens, Bougue, Callen, Candresse, Capbreton, Carcen-Ponson, Cauna, Cauneille, Dax, Gousse, Gouts, Hastingues, Josse, Losse, Magescq, Mimbaste, Mimizan, Mont-de-Marsan, Montsoué, Narrosse, Oeyregave, Onard, Ondres, Orthevielle, Pey, Peyrehorade, Port-de-lanne, Préchacq-les-Bains, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Barthélemy, Saint-Geours-de-Maremne, Saint-Gor, Saint-Jean-de-Lier, Saint-Laurent-de-Gosse, Saint-Martin-de-Seignanx, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Perdon, Saint-Pierre-du-Mont, Saint-Sever, Saint-Vincent-de-Paul, Sainte-Marie-de-Gosse, Saubusse, Sagnac-et-Cambran, Soustons, Tartas, Tercis-les-Bains, Téthieu, Toulouzette, Vicq-d'Auribat, Vieux-Boucau-les-Bains, Villeneuve-de-Marsan, Yzosse.



## Article 4. Objectifs du projet

Le projet vise l'expérimentation du dispositif « Mieux reconstruire après inondation ». L'expérimentation doit permettre de tester différentes hypothèses de déploiement du dispositif (élargissement des critères d'éligibilité du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), renforcement de l'accompagnement des bénéficiaires, simplification des procédures d'instruction et des délais, etc...). L'objectif de cette expérimentation conduite sur le territoire national est d'identifier les leviers qui permettent le meilleur taux de réalisation de travaux de réduction de vulnérabilité des habitations soumises à l'aléa inondation.

La participation financière de l'État à hauteur de 80 % du coût des diagnostics de réduction de vulnérabilité, objet de la présente convention, est l'une des composantes du projet.

## Article 5. Engagements et attendus des parties

### 1.1. Rôle et missions de l'EPTB

En tant que structure animatrice du dispositif expérimental MIRAPI, l'EPTB est chargé de la réalisation des diagnostics de réduction de vulnérabilité des biens à usage d'habitation.

Pour ce faire, il choisira, dans le cadre d'une procédure de commande publique, un prestataire qui effectuera les diagnostics des biens.

L'EPTB se chargera de récupérer les sollicitations des gestionnaires de biens éligibles aux financements de l'État, voire des collectivités.

Au fur et à mesure des sollicitations des gestionnaires de biens à usage d'habitation, l'EPTB passera commandes au prestataire retenu et tiendra à jour une comptabilité analytique par commune des biens diagnostiqués qui sera communiquée mensuellement à l'État.

L'EPTB se charge par ailleurs de rechercher auprès du Département, des EPCI-FP et des communes des financements complémentaires pour tendre vers une gratuité du diagnostic pour les gestionnaires et/ou propriétaires de biens. À défaut de cofinancements publics à hauteur de 100 % du coût des diagnostics, l'EPTB appellera le reste à charge auprès du propriétaire du bien.

### 1.2. Rôle et missions de l'État

En tant qu'initiateur et commanditaire du dispositif MIRAPI, l'État s'engage à participer à hauteur de 80 % des coûts de diagnostics de réduction de vulnérabilité réalisés par l'Institution Adour sur des biens à usage d'habitation situés sur le périmètre des communes éligibles.

Le projet de cahier des charges sera soumis à sa validation avant lancement de la consultation des entreprises.

## Article 6. Montant et plan de financement prévisionnels du projet

Le montant prévisionnel du projet est évalué à 1 250 000 € TTC soit un nombre total de biens éligibles au dispositif estimé à 1 250.

L'enveloppe financière allouée à cette participation de l'État est établie à 1 000 000 €.

Le plan de financement de l'opération sera complété soit par les collectivités locales (Département, EPCI-FP, communes) soit par les particuliers qui solliciteront les diagnostics de réduction de vulnérabilité.

## Article 7. Décision de mise en place de financement et conditions de paiement

La présente convention vaut décision attributive de subvention de l'État programmée sur le BOP 181, action 14 « Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) » sous-sous-action 0181-14-01 « Plans d'action







portés par les collectivités locales », code activité 0181-14-01-05 « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI).

Le montant définitif de la subvention sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux de 80 % de la subvention. Ce montant définitif sera plafonné au montant maximal mentionné à l'article 6 de la présente convention.

Le versement de la subvention sera effectué sur justification de la réalisation des diagnostics et sous réserve de produire les pièces suivantes :

- \* la lettre de demande de paiement présentant un relevé détaillé des diagnostics réalisés (nombre, coût unitaire)
- \* les factures correspondant au relevé détaillé des diagnostics réalisés présentées par le prestataire des diagnostics et acquittées par l'EPTB
- \* conformément à l'article 12 du décret n°2018-514 du 25/06/18, une avance de 30 % pourra être versée dès commencement de la réalisation des diagnostics par l'EPTB
- \* conformément à l'article 12 du décret n°2018-514 du 25/06/18, des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet sans pouvoir excéder 80 % du montant maximum de la subvention.

## Article 8. Suivi de la démarche

Le suivi de la démarche sera réalisé dans le cadre des instances prévues par la convention du 30 novembre 2021 relative à l'animation du dispositif MIRAPI.

## Article 9. Modifications et conditions de validité

La présente convention peut faire l'objet de modification par voie d'avenant étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Les contestations éventuelles peuvent, préalablement à tout contentieux devant le tribunal administratif compétent, soit le tribunal administratif de Pau, être soumise aux décisions d'un arbitre accepté par les parties.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul Carrère**  
Président de l'Institution Adour

**Françoise Tahéri**  
Préfet des Landes

